



MINISTÈRE DE LA COHESION DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**Ministère de la cohésion des territoires
et des relations avec les collectivités territoriales**
Direction générale
des collectivités locales
Sous-direction des finances locales et de l'action économique
Bureau des concours financiers de l'Etat

NOTE D'INFORMATION du 3 décembre 2018

Instruction relative à la répartition de la dotation spéciale instituteurs (DSI) pour 2018

NOR : TERB1831658J

REF. : - Note d'information NOR/INT/B/1818440N du 9 juillet 2018.

La présente note a pour objet de vous présenter la répartition de la dotation spéciale instituteurs (DSI) au titre de 2018 et de vous communiquer les recommandations du CFL concernant la détermination du montant départemental de l'indemnité représentative de logement (IRL).

La ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales à Mesdames et Messieurs les préfets de département de Métropole et d'Outre-mer, Monsieur le Haut Commissaire de la République en Polynésie Française, Monsieur le Haut Commissaire de la République en Nouvelle Calédonie, Monsieur le préfet, administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna, Monsieur le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

La dotation spéciale pour le logement des instituteurs (DSI), instaurée par la loi du 2 mars 1982, est destinée à compenser les charges supportées par les communes dans le cadre du droit au logement ou, par défaut, de l'indemnité en tenant lieu, dont bénéficient les instituteurs.

I - Répartition et versement de la DSI

Lors de sa séance du 27 novembre 2018, le comité des finances locales (CFL) a réparti les crédits de la DSI pour 2018 et a fixé le montant unitaire national de la dotation pour 2018 à 2 808 € pour les deux parts correspondant aux catégories d'instituteurs logés ou ayant droit à l'indemnité représentative de logement (IRL).



Ainsi, le montant unitaire pour 2018 reste identique à celui de 2017.

A) Dotation due aux communes au titre des instituteurs logés :

Il vous appartient de procéder au versement de la totalité de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs aux communes concernées.

Sur Colbert Départemental (<http://colbert-departemental.dgcl.mi>), vous trouverez dans l'onglet «Messagerie » la fiche de notification mise à disposition par la DGCL. Dès lors, il vous sera possible de générer les documents d'accompagnement relatifs à la dotation spéciale instituteurs dans l'onglet « Diffusion » en notifiant une dotation centrale.

Nous attirons votre attention sur la nécessité de bien sélectionner le mode de versement « versement unique » lors de la définition de la dotation DSI. Il vous appartient ensuite d'associer les documents à la dotation.

Le département de Mayotte n'est plus concerné par le versement de la DSI, les instituteurs exerçant dans le département de Mayotte étant désormais indemnisés par le centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

Dès réception de la présente instruction, je vous recommande de notifier sans délai ces montants aux communes bénéficiaires : **seule la notification officielle par vos soins de la dotation revenant à chaque commune fait foi.**

Je vous signale, en outre, qu'en vertu des dispositions de l'article R.421-5 du code de justice administrative, les voies et délais de recours doivent être expressément indiqués lors de la notification de chaque dotation aux collectivités bénéficiaires. **Cette mention doit donc être inscrite sur chaque fiche individuelle de notification.**

Je vous invite néanmoins, afin de prévenir tout contentieux, à indiquer à chaque collectivité bénéficiaire que, durant le délai de deux mois mentionné sur la fiche de notification, un recours gracieux peut être exercé auprès de vos services.

Ce recours gracieux interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de votre réponse. Je vous rappelle que les attributions au titre de la DSI étant des décisions à caractère financier, le silence gardé par l'administration sur la demande d'une collectivité vaut rejet (article L.231-4 du code des relations entre le public et l'administration).

Vos arrêtés viseront le compte n° **465-1200000 - code CDR COL1901000 (interfacé)** de la dotation spéciale instituteurs, ouvert en 2018 dans les écritures du directeur départemental ou régional des finances publiques.

--

Compte-tenu des modalités de gestion des prélèvements sur recettes, il est impératif de procéder au paiement de la dotation au plus tard le 17 décembre 2018 (date limite d'envoi à Chorus).

S'agissant des modalités de versement, la dotation spéciale instituteurs relève de l'interface entre les applications Colbert et Chorus qui permet de déclencher de façon dématérialisée les demandes de paiement directement auprès des DDFIP/DDRFIP.

L'utilisation de l'application Colbert départemental est indispensable pour la notification de la DSI. Il conviendra en effet de procéder à l'envoi des montants de la DSI à Chorus (fonction « Envoyer à Chorus »). Cette transmission électronique devra être doublée d'un envoi papier à la direction départementale (ou régionale) des finances publiques de vos arrêtés de versements et des états financiers.

Toutefois, cette obligation ne concerne pas les territoires qui ne sont pas reliés à l'application Colbert : la Polynésie Française et la Nouvelle-Calédonie. Les arrêtés pris en faveur des communes de ces collectivités viseront le compte n°46512000000 code CDR COL1901000 (non interfacé).

Enfin, je vous convie également à informer les communes bénéficiaires de la date à laquelle s'effectuera le versement de la dotation sur leur compte au Trésor Public, dans la lettre leur notifiant leur attribution. Conformément aux dispositions de la circulaire interministérielle du 21 novembre 2006 relative aux versements des dotations de l'Etat, la DSI est une dotation non mensualisée : **il vous incombe de fixer la date de versement en accord avec les services de la DDFIP/DRFIP.**

B) Dotation versée par le CNFPT aux instituteurs indemnisés :

Il appartient aux services de l'inspection académique de calculer les montants de l'indemnité représentative de logement (IRL) (compléments communaux inclus), revenant à chaque instituteur, au vu des informations que vous leur avez transmises à partir du taux de base qu'il vous revient d'arrêter après avis du conseil départemental de l'éducation nationale (CDEN) et des conseils municipaux concernés.

Le montant unitaire de la dotation qui vient d'être déterminé pour 2018, soit 2 808 €, constitue la limite supérieure du montant versé par le CNFPT à chaque instituteur.

Il appartient à chaque commune concernée de verser le cas échéant, le différentiel entre le montant de la dotation unitaire et le montant de l'IRL due, si celui-ci est supérieur.

II - Recommandations concernant la détermination des montants départementaux d'IRL

A) Bilan de la détermination de l'IRL pour l'année 2017

Lors de sa séance du 15 novembre 2017, le comité des finances locales a réitéré ses recommandations sur la progression de l'IRL en souhaitant qu'il soit donné instruction aux préfets de ne pas augmenter le montant d'IRL au-delà du montant de DSI unitaire déterminé lors

de la répartition 2017. Selon l'article R.212-9 du code de l'éducation, le montant de l'indemnité est fixé par le préfet après avis du conseil départemental de l'éducation et du conseil municipal.

Depuis plusieurs années, le CFL préconise de rapprocher les montants de DSI et de l'IRL. La circulaire NOR INTB1732616 N du 24 novembre 2017 a donc demandé aux préfets de suivre les préconisations du CFL : veiller particulièrement à ce que le montant de l'IRL 2017 soit identique à celui de 2016.

L'analyse des IRL 2017 par département donne les résultats suivants :

- nombre de départements ou de collectivités ayant maintenu un taux d'IRL 2017 identique à celui de 2016 : 82.
- nombre de départements ayant fixé un taux d'IRL 2017 évoluant de 0,02% à 0,75% : 3.
- nombre de départements avec des situations particulières en matière d'IRL :
 - 3 départements sont régis par le droit local
 - 2 départements ont adopté des taux différenciés en fonction de critères locaux
 - 9 départements ou collectivités n'ont pas encore fixé à ce jour le montant de l'IRL 2017
 - 4 départements et 2 collectivités d'outre-mer ne prendront pas d'arrêté fixant l'IRL puisqu'aucun instituteur n'a été recensé.

B) Recommandations pour la détermination de l'IRL pour 2018

Lors de sa séance du 27 novembre 2018, les membres du comité des finances locales ont préconisé de stabiliser le montant d'IRL décidée par les préfets afin de ne pas alourdir les charges pesant sur les budgets communaux.

Il convient donc de poursuivre en 2018 la stabilisation du montant de l'IRL, dans un contexte où le montant unitaire de la DSI a été reconduit. En fixant le montant de base de l'IRL à 2 246,40 € et l'IRL majorée de 25% à 2 808 €, la limite maximale du taux de base de l'IRL serait ainsi atteinte et allégerait les charges communales.

Il vous appartient de porter ces informations à la connaissance des membres du CDEN. En tout état de cause, je vous demande de veiller tout particulièrement à ce que le montant de l'IRL fixé par vos soins en 2018 soit identique à celui de 2017.

A cet égard, je vous rappelle qu'en application des dispositions de l'article R.212-9 du code de l'éducation, l'avis du CDEN ne saurait vous lier quant à la fixation de l'IRL, cette décision vous appartenant en propre.

Par ailleurs, je vous saurai gré de bien vouloir adresser à mes services, par mail, une copie de l'arrêté que vous prendrez dès que vous aurez établi le taux de l'IRL 2018.

Afin d'anticiper les opérations de recensement des instituteurs logés et indemnisés pour la **DSI 2019**, je vous précise que la date de recensement est fixée au **1^{er} octobre 2018**. Une note d'information viendra vous communiquer les modalités et le calendrier du recensement ultérieurement.

Je vous remercie de votre collaboration.

Toute difficulté dans l'application de la présente instruction devra être signalée à :

Direction générale des collectivités locales
Sous-direction des finances locales et de l'action économique
Bureau des concours financiers de l'Etat
Sophie DESMOULINS
Tél. 01.49.27.35.52.
Mail : sophie.desmoulins@interieur.gouv.fr.

Pour la ministre et par délégation
Le directeur général des collectivités territoriales

Bruno DELSOL